

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/204582]

31 AOUT 2018. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 21 septembre 2017 précisant les modalités de mise en œuvre dans les écoles maternelles et primaires de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 septembre 2017 relatif à la mise en œuvre du programme européen à destination des écoles fondamentales en exécution de l'article 23 du Règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les Règlements (CEE) n° 922/72, (CEE) n° 234/79, (CE) n° 1037/2001 et (CE) n° 1234/2007 du Conseil

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu le règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les règlements (CEE) n° 922/72, (CEE) n° 234/79, (CE) n° 1037/2001 et (CE) n° 1234/2007 du Conseil;

Vu le règlement délégué (UE) 2017/40 de la Commission du 3 novembre 2016 complétant le règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'aide de l'Union pour la fourniture de fruits et de légumes, de bananes et de lait dans les établissements scolaires et modifiant le règlement délégué (UE) n° 907/2014 de la Commission;

Vu le règlement d'exécution (UE) 2017/39 de la Commission du 3 novembre 2016 portant modalités d'application du règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'aide de l'Union pour la distribution de fruits et de légumes, de bananes et de lait dans les établissements scolaires;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.17, D.61, § 2, D.185 à D.187, et D.241 à D.243;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 septembre 2017 relatif à la mise en œuvre du programme européen à destination des écoles fondamentales en exécution de l'article 23 du Règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les Règlements (CEE) n° 922/72, (CEE) n° 234/79, (CE) n° 1037/2001 et (CE) n° 1234/2007 du Conseil, les articles 3, 4, 12 et 16, § 5;

Vu l'arrêté ministériel du 21 septembre 2017 précisant les modalités de mise en œuvre dans les écoles maternelles et primaires de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 septembre 2017 relatif à la mise en œuvre du programme européen à destination des écoles fondamentales en exécution de l'article 23 du Règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les Règlements (CEE) n° 922/72, (CEE) n° 234/79, (CE) n° 1037/2001 et (CE) n° 1234/2007 du Conseil;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 13 juin 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 juin 2018;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale, intervenue le 21 juin 2018;

Vu le rapport du 6 juillet 2018 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 63.855/2/V du Conseil d'Etat, donné le 13 août 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant les difficultés d'interprétation et de mise en œuvre de la nouvelle législation sur les marchés publics et les conditions de surcharge administrative subie par les écoles et l'Organisme payeur de Wallonie, des dispositions dérogatoires sont proposées pour l'année scolaire 2017-2018,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 5 de l'arrêté ministériel du 21 septembre 2017 précisant les modalités de mise en œuvre dans les écoles maternelles et primaires de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 septembre 2017 relatif à la mise en œuvre du programme européen à destination des écoles fondamentales en exécution de l'article 23 du Règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les Règlements (CEE) n° 922/72, (CEE) n° 234/79, (CE) n° 1037/2001 et (CE) n° 1234/2007 du Conseil, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 2, la phrase « Le nombre de distribution hebdomadaire est de minimum une. » est abrogée;

2° il est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 2, pour l'année scolaire 2017-2018, le nombre de distributions par année scolaire est de minimum une. ».

Art. 2. A l'article 7 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est complété par un 8° rédigé comme suit :

« 8° la preuve de passation d'un marché public de fourniture de produits conforme. »;

2° dans l'alinéa 2, les mots « le 20 septembre » sont remplacés par les mots « le 30 octobre ».

Art. 3. Dans l'article 12, alinéa 1^{er}, 3°, du même arrêté, les mots « contresignés par le responsable de la distribution des produits au sein de l'école ou son délégué » sont remplacés par les mots « contresignés par un membre du personnel de l'école ».

Art. 4. Dans l'article 14, alinéa 2, du même arrêté, les mots « dans un délai de vingt jours ouvrables à partir du lendemain de la fin de la mise en œuvre de la mesure » sont remplacés par les mots « au plus tard, simultanément à l'introduction de la dernière demande d'aide de l'année scolaire relative au dit rapport ».

Art. 5. Dans le même arrêté, l'annexe 1^{ère} est remplacée par l'annexe 1 jointe au présent arrêté.

Art. 6. Les articles 1^{er}, 3 et 4 produisent leurs effets dès l'année scolaire 2017-2018.

Art. 7. L'article 2, alinéa 1^{er}, entre en vigueur l'année scolaire 2019-2020.

Namur, le 31 août 2018.

R. COLLIN

Annexe 1 - Liste des produits admissibles

Sont admissibles à l'aide au titre du programme pour la :

1° distribution de lait et produits laitiers :

a) lait de vache, chèvre, de brebis ou bufflonne traité thermiquement, et ses variantes sans lactose uniquement pour les enfants intolérants au lactose;

b) produits laitiers fabriqués à partir de lait de vache, chèvre, brebis ou bufflonne, sans addition d'aromatisants, de fruits, de fruits à coque ou de cacao :

(1) lait battu nature ou lait fermenté nature;

(2) yaourt entier nature;

(3) fromages fabriqués à partir de lait de vache, chèvre, brebis, ou bufflonne, contenant au maximum dix pour cent d'ingrédients non lactiques, exempts de sucre ou de miel : suivant la liste publiée sur le site de l'APAQ-W <http://www.apaqw.be/Resultats-recherche-fromages.aspx>

2° distribution de fruits et légumes :

a) fruits et légumes frais, provenant d'un Etat membre de l'Union européenne, en fonction de la période de l'année, selon le tableau suivant [1] :

	1 ^{re} période (septembre - décembre inclus)	2 ^{ème} période (janvier - mars inclus)	3 ^{ème} période (avril - juin inclus)
Abricot			1
Agrumes : oranges, clémentines, mandarines, pamplemousses, citrons, pomelo, tangerine, mineola et cætera	1	1	1
Airelle	1		
Cassis	1		1
Cerise			1
Châtaigne	1	1	
Figue	1		1
Fraise	1		1
Framboise	1		1
Groseille	1		1
Kaki d'Europe	1	1	1
Kiwai	1	1	1
Kiwi	1	1	1
Melon	1		1
Mirabelle	1		
Myrtille	1		
Nectarine	1		1
Noisette	1	1	1
Noix	1	1	
Pastèque			1
Pêche	1		1
Poire	1	1	1
Pomme	1	1	1
Prune	1		
Raisin	1		
Ail	1	1	1
Arroche	1		1
Artichaut	1		1
Asperge			1
Aubergine	1		
Bette	1		1
Betterave rouge	1	1	1

	1 ^{re} période (septembre - décembre inclus)	2 ^{ème} période (janvier - mars inclus)	3 ^{ème} période (avril - juin inclus)
Brocoli	1		1
Cardon		1	
Carotte (primeur ou de conservation)	1	1	1
Céleri	1	1	
Cerfeuil	1	1	1
Champignon	1	1	1
Chicon	1	1	
Chicorée (scarole, frisée jaune)	1		1
Choux blanc, rouge, vert, chinois, de Bruxelles, fleur, frisé, rave,...	1	1	1
Concombre	1		1
Courge	1	1	
Courgette	1		1
Cresson	1	1	
Crosne		1	
Échalote	1	1	1
Endive (autre que des chicons)			1
Épinard	1		1
Fenouil	1		1
Fève des marais			1
Haricot vert	1		
Herbes aromatiques	1	1	1
Laitue	1	1	1
Mâche	1	1	
Navet	1	1	1
Oignon ciboule	1		1
Oignon de garde	1	1	1
Oseille			1
Panais	1	1	1
Pâtisson	1		1
Persil	1	1	1
Piment	1		1
Poireau	1	1	1
Poivron	1		
Potiron	1	1	
Pourpier	1	1	1
Potimarron	1	1	
Radis	1		1
Ramonasse (radis noir)	1	1	
Rhubarbe			1
Salsifis	1	1	
Scorsonère	1	1	
Tétragone	1		
Tomate	1		1

b) jus dont les produits sont exclusivement issus de la liste reprise au *a)* en ce compris le mélange de produits admissibles, à l'exclusion des jus contenant des agrumes;

c) la part de fruits "agrumes" est de maximum vingt-cinq pour cent des dépenses par année scolaire et par école;

d) soupes et compotes préparées exclusivement à partir de la liste reprise au *a)* en ce compris le mélange de produits admissibles;

e) l'utilisation de jus d'agrumes à des fins de conservation est autorisée.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 31 août 2018 modifiant l'arrêté ministériel du 21 septembre 2017 précisant les modalités de mise en œuvre dans les écoles maternelles et primaires de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 septembre 2017 relatif à la mise en œuvre du programme européen à destination des écoles fondamentales en exécution de l'article 23 du Règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les Règlements (CEE) n° 922/72, (CEE) n° 234/79, (CE) n° 1037/2001 et (CE) n° 1234/2007 du Conseil.

Namur, le 31 août 2018.

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme,
du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

[1] Le chiffre 1 mentionné dans le tableau signifie que la distribution est autorisée pour la période déterminée.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2018/204582]

31. AUGUST 2018 — Ministerieller Erlass zur Abänderung des Ministeriellen Erlasses vom 21. September 2017 über die Modalitäten zur Umsetzung in den Kindergärten und Primarschulen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. September 2017 betreffend die Umsetzung des europäischen Programms für Grundschulen in Ausführung von Artikel 23 der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über eine gemeinsame Marktorganisation für landwirtschaftliche Erzeugnisse und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 922/72, (EWG) Nr. 234/79, (EG) Nr. 1037/2001 und (EG) Nr. 1234/2007 des Rates

Der Minister für Landwirtschaft,

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1308/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über eine gemeinsame Marktorganisation für landwirtschaftliche Erzeugnisse und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 922/72, (EWG) Nr. 234/79, (EG) Nr. 1037/2001 und (EG) Nr. 1234/2007 des Rates;

Aufgrund der Delegierten Verordnung (EU) Nr. 2017/40 der Kommission vom 3. November 2016 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates hinsichtlich der Gewährung einer Unionsbeihilfe für die Abgabe von Obst und Gemüse, Bananen und Milch in Bildungseinrichtungen und zur Änderung der Delegierten Verordnung (EU) Nr. 907/2014 der Kommission;

Aufgrund der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 2017/39 der Kommission vom 3. November 2016 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates hinsichtlich der Gewährung einer Unionsbeihilfe für die Abgabe von Obst und Gemüse, Bananen und Milch in Bildungseinrichtungen;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.4, D.17, D.61 § 2, D.185 bis D.187 und D.241 bis D.243;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. September 2017 betreffend die Umsetzung des europäischen Programms für Grundschulen in Ausführung von Artikel 23 der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über eine gemeinsame Marktorganisation für landwirtschaftliche Erzeugnisse und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 922/72, (EWG) Nr. 234/79, (EG) Nr. 1037/2001 und (EG) Nr. 1234/2007 des Rates, Artikel 3, 4, 12 und 16 § 5;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 21. September 2017 über die Modalitäten zur Umsetzung in den Kindergärten und Primarschulen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. September 2017 betreffend die Umsetzung des europäischen Programms für Grundschulen in Ausführung von Artikel 23 der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über eine gemeinsame Marktorganisation für landwirtschaftliche Erzeugnisse und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 922/72, (EWG) Nr. 234/79, (EG) Nr. 1037/2001 und (EG) Nr. 1234/2007 des Rates;

Aufgrund der am 13. Juni 2018 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 29. Juni 2018 abgegebenen Gutachtens des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 21. Juni 2018 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des Berichts vom 6. Juli 2018, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund des am 13. August 2018 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 63.855/2/V des Staatsrats;

In Erwägung der Schwierigkeiten bei der Auslegung und Umsetzung der neuen Gesetzgebung über die öffentlichen Aufträge und der administrativen Überlastung der Schulen und der Zahlstelle der Wallonie werden für das Schuljahr 2017-2018 Ausnahmeregelungen vorgeschlagen,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 5 des Ministeriellen Erlasses vom 21. September 2017 über die Modalitäten zur Umsetzung in den Kindergärten und Primarschulen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. September 2017 betreffend die Umsetzung des europäischen Programms für Grundschulen in Ausführung von Artikel 23 der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über eine gemeinsame Marktorganisation für landwirtschaftliche Erzeugnisse und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 922/72, (EWG) Nr. 234/79, (EG) Nr. 1037/2001 und (EG) Nr. 1234/2007 des Rates wird wie folgt abgeändert:

1° In Absatz 2 wird der Satz "Die Erzeugnisse werden wenigstens einmal wöchentlich verteilt." aufgehoben;

2° Er wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"In Abweichung von Absatz 2 werden die Erzeugnisse im Schuljahr 2017-2018 wenigstens einmal verteilt."

Art. 2 - In Artikel 7 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Absatz 1 wird durch eine Ziffer 8 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„8° der Nachweis der Vergabe eines konformen öffentlichen Auftrags für die Lieferung von Erzeugnissen.“;

2° in Absatz 2 wird die Wortfolge „am 20. September“ durch die Wortfolge „am 30. September“ ersetzt.

Art. 3 - In Artikel 12 Absatz 1 Ziffer 3 desselben Erlasses wird die Wortfolge „gegengezeichnet durch die für die Verteilung der Erzeugnisse innerhalb der Schule verantwortliche Person oder dessen Stellvertreter“ durch die Wortfolge „gegengezeichnet durch ein Personalmitglied der Schule“ ersetzt.

Art. 4 - In Artikel 14 Absatz 2 desselben Erlasses wird die Wortfolge „innerhalb einer Frist von zwanzig Werktagen ab dem Tag nach dem Ende der Umsetzung der Maßnahme“ durch die Wortfolge „spätestens zeitgleich mit der Einreichung des letzten Beihilfeantrags des Schuljahres zu diesem Bericht“ ersetzt.

Art. 5 - In demselben Erlass wird Anhang 1 durch den dem vorliegenden Erlass beigefügten Anhang 1 ersetzt.

Art. 6 - Die Artikel 1, 3 und 4 werden ab dem Schuljahr 2017-2018 wirksam.

Art. 7 - Artikel 2 Absatz 1 tritt ab dem Schuljahr 2019-2020 in Kraft.

Namur, den 31. August 2018.

R. COLLIN

Anhang 1 - Liste der beihilfefähigen Erzeugnisse

Sind im Rahmen des Programms beihilfefähig für die:

1° Verteilung von Milch und Milcherzeugnissen:

a) wärmebehandelte Kuh-, Ziegen-, Schaf- oder Büffelmilch und ihre laktosefreien Varianten nur für jene Kinder, die an einer Laktoseintoleranz leiden;

b) Aus Kuh-, Ziegen-, Schaf- oder Büffelmilch hergestellte Milcherzeugnisse ohne Zusatz von Aromastoffen, Früchten, Hülsenfrüchten oder Kakao:

(1) naturbelassene Buttermilch oder naturbelassene fermentierte Milch;

(2) naturbelassener Vollmilchjoghurt;

(3) Aus Kuh-, Ziegen-, Schaf- oder Büffelmilch hergestellte Käsesorten, die höchstens zehn Prozent milchfremde Bestandteile enthalten und frei von Zucker oder Honig sind, nach der auf der Website der APAQ-W <http://www.apaqw.be/Resultats-recherche-fromages.aspx> veröffentlichten Liste

2° Verteilung von Obst und Gemüse:

a) Frisches Obst und Gemüse aus einem Mitgliedstaat der Europäischen Union je nach Zeitraum des Jahres auf der Grundlage der folgenden Tabelle [1]:

	1. Zeitraum (September-Dezember einschl.)	2. Zeitraum (Januar-März einschl.)	3. Zeitraum (April-Juni einschl.)
Aprikose			1
Zitrusfrüchte: Orangen, Klementinen, Mandarinen, Pampelmuse, Zitronen, Grapefruits, Tangelinen, Minneolas etc.	1	1	1
Heidelbeere	1		
Schwarze Johannisbeere	1		1
Kirsche			1
Edelkastanie	1	1	
Feige	1		1
Erdbeere	1		1
Himbeere	1		1
Rote Johannisbeere	1		1
Kaki (Europäische Sorte)	1	1	1
Kiwai	1	1	1
Kiwi	1	1	1
Melone oder Zuckermelone	1		1
Mirabelle	1		
Blaubeere	1		
Nektarine	1		1
Haselnuss	1	1	1
Walnuss	1	1	
Wassermelone			1
Pfirsich	1		1
Birne	1	1	1
Apfel	1	1	1

	1. Zeitraum (September- Dezember einschl.)	2. Zeitraum (Januar- März einschl.)	3. Zeitraum (April- Juni einschl.)
Pflaume	1		
Weintraube	1		
Knoblauch	1	1	1
Gartenmelde	1		1
Artischocke	1		1
Spargel			1
Aubergine/Melanzani oder Eier- frucht	1		
Mangold	1		1
Rote Beete	1	1	1
Broccoli oder Calabrese	1		1
Cardy		1	
Möhre/Karotte (Früh- oder Lagermöhre/-karotte)	1	1	1
Stauden-/Stangensellerie	1	1	
Kerbel	1	1	1
Pilz	1	1	1
Zichorie	1	1	
Endivie (bleitblättrige Endivie, krausblättrige Endivie)	1		1
Weißkohl, Rotkohl, Grünkohl, Chi- nakohl, Rosenkohl, Blumenkohl, Wirsing, Kohlrabi,...	1	1	1
Gurke	1		1
Kürbis	1	1	
Gartenkürbis oder Zucchini	1		1
Kresse	1	1	
Knollen-Ziest		1	
Schalotte	1	1	1
Endivie (außer Zichorien)			1
Spinat	1		1
Fenchel	1		1
Weiden			1
Grüne Bohne	1		
Aromatische Kräuter	1	1	1
Grüner Salat	1	1	1
Rapunzel oder Feldsalat/Vo- gerlsalat	1	1	
Speiserübe	1	1	1
Winterzwiebel	1		1
Lagerfähige Zwiebel	1	1	1
Sauerampfer			1
Pastinake	1	1	1
Patisson	1		1
Petersilie	1	1	1
Peperoni	1		1
Porree	1	1	1
Paprika	1		
Riesenkürbis	1	1	
Portulak	1	1	1
Hokkaidokürbis	1	1	
Radieschen	1		1

	1. Zeitraum (September-Dezember einschl.)	2. Zeitraum (Januar-März einschl.)	3. Zeitraum (April-Juni einschl.)
Rettich	1	1	
Rhabarber			1
Haferwurzel	1	1	
Schwarzwurzel	1	1	
Neuseelandspinat	1		
Tomate	1		1

b) Säfte, die ausschließlich aus den Erzeugnissen der unter Buchstabe a) angeführten Liste gewonnen werden, einschließlich der Kombination der zulässigen Erzeugnisse, mit Ausnahme der Säfte, die Zitrusfrüchte enthalten;

c) der Anteil der Zitrusfrüchte beträgt höchstens fünfundzwanzig Prozent des Haushalts pro Schuljahr und pro Schule;

d) Suppen und Kompott, hergestellt ausschließlich aus Erzeugnissen der unter Buchstabe a) angeführten Liste, einschließlich der Kombination der zulässigen Erzeugnisse;

e) die Verwendung von Zitrusfruchtsäften zu Konservierungszwecken ist erlaubt.

Gesehen, um dem Ministeriellen Erlass vom 31. August 2018 zur Abänderung des Ministeriellen Erlasses vom 21. September 2017 über die Modalitäten zur Umsetzung in den Kindergärten und Primarschulen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. September 2017 betreffend die Umsetzung des europäischen Programms für Grundschulen in Ausführung von Artikel 23 der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über eine gemeinsame Marktorganisation für landwirtschaftliche Erzeugnisse und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 922/72, (EWG) Nr. 234/79, (EG) Nr. 1037/2001 und (EG) Nr. 1234/2007 des Rates beigefügt zu werden.

Namur, den 31. August 2018.

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus, Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

[1] Die Ziffer 1 in der Tabelle bedeutet, dass die Verteilung für den angegebenen Zeitraum erlaubt ist.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/204582]

31 AUGUSTUS 2018. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 21 september 2017 waarbij de modaliteiten worden bepaald van de uitvoering in de kleuterscholen en lagere scholen van het besluit van de Waalse Regering van 21 september 2017 betreffende de uitvoering van het Europees programma bestemd voor de basisscholen overeenkomstig artikel 23 van Verordening (EU) nr. 1308/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van een gemeenschappelijke ordening van de markten voor landbouwproducten en tot intrekking van de verordeningen (EEG) nr. 922/17, (EEG) nr. 234/79, (EG) nr. 1037/2001 en (EG) nr. 1234/2007 van de Raad

De Minister van Landbouw,

Gelet op verordening (EU) nr. 1308/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van een gemeenschappelijke ordening van de markten voor landbouwproducten en tot intrekking van de verordeningen (EEG) nr. 922/72, (EEG) nr. 234/79, (EG) nr. 1037/2001 en (EG) nr. 1234/2007 van de Raad;

Gelet op gedelegeerde verordening (EU) 2017/40 van de Commissie van 3 november 2016 tot aanvulling van Verordening (EU) nr. 1308/2013 van het Europees Parlement en de Raad, met betrekking tot Uniesteu voor de verstrekking van groenten en fruit, bananen en melk in onderwijsinstellingen en tot wijziging van Gedelegeerde Verordening (EU) nr. 907/2014 van de Commissie;

Gelet op uitvoeringsverordening (EU) 2017/39 van de Commissie van 3 november 2016 tot vaststelling van toepassingsbepalingen voor Verordening (EU) nr. 1308/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft Uniesteu voor de verstrekking van groenten, fruit, bananen en melk in onderwijsinstellingen;

Gelet op het Waals Landbouwwetboek, artikelen D.4, D.17, D.61, § 2, D.185 tot D.187 en D.241 tot D.243;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 september 2017 betreffende de uitvoering van de Europese regeling bestemd voor de basisscholen overeenkomstig artikel 23 van Verordening (EU) nr. 1308/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van een gemeenschappelijke ordening van de markten voor landbouwproducten en tot intrekking van de verordeningen (EEG) nr. 922/72, (EEG) nr. 234/79, (EG) nr. 1037/2001 en (EG) nr. 1234/2007 van de Raad, inzonderheid op de artikelen 3, 4, 12 en 16, § 5;

Gelet op het ministerieel besluit van 21 september 2017 waarbij de modaliteiten worden bepaald van de uitvoering in de kleuterscholen en lagere scholen van het besluit van de Waalse Regering van 21 september 2017 betreffende de uitvoering van het Europees programma bestemd voor de basisscholen overeenkomstig artikel 23 van Verordening (EU) nr. 1308/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van een gemeenschappelijke ordening van de markten voor landbouwproducten en tot intrekking van de verordeningen (EEG) nr. 922/72, (EEG) nr. 234/79, (EG) nr. 1037/2001 en (EG) nr. 1234/2007 van de Raad;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 13 juni 2018;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 29 juni 2018;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de federale overheid d.d. 21 juni 2018;

Gelet op het rapport van 6 juli 2018, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies 63.855/2/V van de Raad van State, gegeven op 13 augustus 2018, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat er voor het schooljaar 2017-2018, doordat de nieuwe wetgeving inzake de overheidsopdrachten en de context van administratieve overbelasting van de scholen en van het Waalse betaalorgaan problemen inzake de interpretatie en uitvoering doet rijzen, afwijkingsoepalingen voorgesteld worden,

Besluit:

Artikel 1. In artikel 5 van het ministerieel besluit van 21 september 2017 waarbij de modaliteiten worden bepaald van de uitvoering in de kleuterscholen en lagere scholen van het besluit van de Waalse Regering van 21 september 2017 betreffende de uitvoering van het Europees programma bestemd voor de basisscholen overeenkomstig artikel 101 van Verordening (EU) nr. 23 van het Europees Parlement en de Raad van 1308/2013 december 17 tot vaststelling van een gemeenschappelijke ordening van de markten voor landbouwproducten en tot intrekking van de verordeningen (EEG) nr. 2013, (EEG) nr. 922/72, (EG) nr. 234/79 en (EG) nr. 1037/2001 van de Raad, worden volgende wijzigingen aangebracht:

1^o in lid 2 wordt de volzin "Er worden wekelijks minstens een keer producten verstrekt." opgeheven;

2^o het wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

« In afwijking van lid 2 worden er minstens één keer per schooljaar producten verstrekt. ».

Art. 2. In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o lid 1 wordt aangevuld met een punt 8^o, luidend als volgt:

« 8^o het bewijs van conforme gunning van een overheidsopdracht voor de levering van producten. »;

2^o in lid 2 worden de woorden « op 20 september » vervangen door « op 30 oktober ».

Art. 3. In artikel 12, lid 1, 3^o, van hetzelfde besluit worden de woorden "medeondertekend door de verantwoordelijke voor het verstrekken van de producten binnen de school of zijn afgevaardigde" vervangen door de woorden "medeondertekend door een personeelslid van de school".

Art. 4. In artikel 14, lid 2, van hetzelfde besluit worden de woorden "binnen een termijn van 20 werkdagen vanaf de dag volgend op het einde van de uitvoering van de maatregel" vervangen door de woorden "uiterlijk tegelijk met de indiening van de laatste steunaanvraag van het schooljaar met betrekking tot genoemd verslag".

Art. 5. In hetzelfde besluit wordt bijlage 1 vervangen door de bijlage 1 die bij dit besluit gaat.

Art. 6. De artikelen 1 en 3 van dit besluit treden in werking bij aanvang van het schooljaar 2017-2018.

Art. 7. Artikel 2, lid 1, treedt in werking voor het schooljaar 2019-2020.

Namen, 31 augustus 2018.

R. COLLIN

Bijlage 1 - Lijst van de in aanmerking komende producten

Komen in aanmerking voor de steun in het kader van het programma voor de:

1^o verstrekking van melk en zuivelproducten:

a) melk van koeien, geiten, schapen of buffelkoeien, warmtebehandeld, en zijn varianten zonder lactose uitsluitend voor kinderen die geen lactose kunnen verdragen;

b) zuivelproducten geproduceerd uit melk van koeien, geiten, schapen of buffelkoeien, zonder toevoeging van geurstoffen, fruit, schaalvruchten of cacao:

(1) karnemelk natuur of gefermenteerde melk natuur;

(2) volle yoghurt natuur;

(3) kazen geproduceerd uit melk van koeien, geiten, schapen of buffelkoeien, met maximum 10 % van niet melkzuuringrediënten, vrij van suiker of honing; volgens de lijst bekendgemaakt op de website van "APAQ-W" <http://www.apaqw.be/Resultats-recherche-fromages.aspx>

2^o verstrekking van fruit en groenten:

a) vers fruit en verse groenten, afkomstig uit een Lidstaat van de Europese Unie, in functie van de periode van het jaar, volgens de volgende tabel [1]:

	1ste periode (september - december inbegrepen)	2e periode (januari - maart inbegrepen)	3 ^e periode (april - juni inbegrepen)
Abrikoos			1
Citrusvruchten : sinaasappel, clementines, mandarijnen, pompelmoezen, citroenen, pomelo, tangerine, minneola et c[00e6]tera	1	1	1
Bosbes	1		
Zwarte bes	1		1
Kers			1
Tamme kastanje	1	1	
Vijg	1		1
Aardbei	1		1
Framboos	1		1
Aalbes	1		1
Europese kaki	1	1	1
Kiwai	1	1	1

	1ste periode (september - december inbegrepen)	2e periode (januari - maart inbegrepen)	3° periode (april - juni inbegrepen)
Kiwi	1	1	1
Meloen	1		1
Mirabelpruim	1		
Blauwe bosbes	1		
Nectarine	1		1
Hazelnoot	1	1	1
Noot	1	1	
Watermeloen			1
Perzik	1		1
Peer	1	1	1
Appel	1	1	1
Pruim	1		
Druif	1		
Knoflook	1	1	1
Melde	1		1
Artisjok	1		1
Asperge			1
Aubergine	1		
Snijbiet	1		1
Rode biet	1	1	1
Broccoli	1		1
Kardoen		1	
Worteltjes (primeur of om te bewa- ren)	1	1	1
Selderij	1	1	
Kervel	1	1	1
Champignon	1	1	1
Witlof	1	1	
Cichorei (andijvie, gele krulandij- vie)	1		1
Wittekool, rodekool, groenekool, Chinese kool, spruitkool, bloem- kool, boerenkool, koolrabi,...	1	1	1
Komkommer	1		1
Pompoen	1	1	
Courgette	1		1
Kruidkers	1	1	
Japanse andoorn		1	
Sjalot	1	1	1
Andijvie (behalve witloof)			1
Spinazie	1		1
Venkel	1		1
Roomse boon			1
Sperziebonen	1		
Aromatische kruiden	1	1	1
Sla	1	1	1
Veldsla	1	1	
Meiraap	1	1	1
Bieslookui	1		1
Bewaarui	1	1	1
Zuring			1

	1ste periode (september - december inbegrepen)	2e periode (januari - maart inbegrepen)	3 ^e periode (april - juni inbegrepen)
Pastinaak	1	1	1
Kadinaalsmuts	1		1
Peterselie	1	1	1
Spaanse peper	1		1
Prei	1	1	1
Paprika	1		
Pompoen	1	1	
Postelein	1	1	1
Pompoen potimarron	1	1	
Radijs	1		1
Rammenas	1	1	
Rabarber			1
Boksbaard	1	1	
Schorseneer	1	1	
Zomerspinazie	1		
Tomaat	1		1

b) sappen waarvan de producten uitsluitend afkomstig zijn uit de lijst opgenomen in *a)* met inbegrip van de vermenging van in aanmerking komende producten, met uitzondering van de sappen samengesteld uit citrusvruchten;

c) het aandeel citrusvrucht bedraagt maximum 25 % van de uitgaven per schooljaar en per school;

d) soepen en compotes uitsluitend bereid vanaf de lijst opgenomen in *a)* met inbegrip van de vermenging van in aanmerking komende producten;

e) gebruik van citrusvruchtensap voor bewaringsdoeleinden is toegelaten.

Gezien om gevoegd te worden bij het ministerieel besluit van 31 september 2018 waarbij de modaliteiten worden bepaald van de uitvoering in de kleuterscholen en lagere scholen van het besluit van de Waalse Regering van 21 september 2017 betreffende de uitvoering van het Europees programma bestemd voor de basisscholen overeenkomstig artikel 21 van Verordening (EU) nr. 2017 van het Europees Parlement en de Raad van 23 december 1308/2013 tot vaststelling van een gemeenschappelijke ordening van de markten voor landbouwproducten en tot intrekking van de verordeningen (EEG) nr. 17, (EEG) nr. 2013, (EG) nr. 922/72 en (EG) nr. 234/79 van de Raad.

Namen, 31 augustus 2018.

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme,
Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

[1] Cijfer 1, vermeld in de tabel, betekent dat de verdeling toegelaten is voor de bepaalde periode.

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING
[C – 2018/31832]

2 SEPTEMBER 2018. — Koninklijk besluit houdende vernieuwing van adviseurs in economische diplomatie

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de Grondwet, artikel 107, tweede lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 januari 2013 houdende statuut van de Adviseurs in Economische Diplomatie;

Gelet op de respectievelijke gemotiveerde adviezen van de Belgische ambassadeurs te DUBLIN, LUANDA, MADRID, RABAT, RIYADH en SOFIA (eveneens geaccrediteerd te MUSCAT) en van het gemotiveerde advies van de Consuls-generaal te KAAPSTAD, LOS ANGELES en

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,
COMMERCE EXTERIEUR
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT
[C – 2018/31832]

2 SEPTEMBRE 2018. — Arrêté royal portant reconduction de conseillers en diplomatie économique

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la Constitution, l'article 107, alinéa 2 ;

Vu l'arrêté royal du 24 janvier 2013 portant statut des Conseillers en Diplomatie économique ;

Vu les avis motivés respectifs des ambassadeurs de Belgique à DUBLIN, LUANDA, MADRID, RABAT, RIYAD (également accrédité à MUSCAT) et SOFIA et l'avis motivé des consuls généraux au CAP, LOS ANGELES et SAO PAULO ainsi que les avis motivés des services